

Le Burundi exige un sommet régional sur le "conflit" avec son "ennemi" rwandais

@rib News, 07/12/2018 Source AFP Le président burundais Pierre Nkurunziza a exigé la tenue d'un sommet des chefs d'État de la région consacrée à ce qu'il qualifie de « conflit ouvert » avec son « ennemi » et t-on appris vendredi auprès de la présidence.

Dans une lettre ayant fuité sur les réseaux sociaux et dont l'authenticité a été confirmée à l'AFP par une source de la présidence, M. Nkurunziza a accusé le Rwanda, comme il l'a déjà fait de nombreuses reprises, d'être à la crise que traverse le Burundi depuis avril 2015. Il a soutenu notamment que son voisin recrute et soutient de jeunes réfugiés burundais qui tentent ensuite de « déstabiliser » le Burundi. Le Rwanda « est le principal facteur de déstabilisation de mon pays et par conséquent, je ne le considère plus comme un pays partenaire, mais comme un ennemi », a déclaré le président burundais dans cette lettre datée du 4 décembre et adressée à son homologue ougandais Yoweri Museveni, médiateur dans la crise burundaise. Après avoir provoqué le report d'un sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) fin novembre, qui portait notamment sur la crise burundaise, M. Nkurunziza a exigé « l'organisation d'un sommet extraordinaire dont l'agenda sera de trouver une solution à la question du conflit entre le Burundi et le Rwanda ». Nkurunziza, qui accuse régulièrement le Rwanda d'être le « cheval de Troie » de la colon belge et de l'Union européenne, estime que c'est au terme d'un tel sommet que le gouvernement pourra passer un dernier round du dialogue interburundais de sortie de crise. Il a toutefois insisté sur le fait que le gouvernement refuse de discuter avec l'opposition en exil, qu'il accuse d'avoir fomenté un coup d'État. « Le fait de voir Nkurunziza considérer le Rwanda comme son « ennemi » est très grave et très inquiétant », a réagi un diplomate africain sous couvert d'anonymat. « Cette volonté de régionalisation de la crise burundaise est une fuite en avant, un tournant dangereux qui peut avoir de graves conséquences dans une région très instable », a renchéri un autre diplomate africain. Le Burundi est en crise depuis que M. Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Sa réélection en juillet de la même année a déclenché une crise qui a fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes. La Cour pénale internationale a ouvert une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});